

VOYAGE
DANS LA FRANCE OCCUPÉE

Pascal Ory
avec la rédaction de L'Express

Sous la botte et sous les bombes

Dans la longue histoire de ce pays, il fut un temps où Paris n'était plus la capitale de la France, où la France, au vrai, n'avait plus vraiment de capitale, le lieu du pouvoir politique ayant éclaté, selon les moments, entre Vichy, Berlin, Londres, Alger, un temps où chaque ville, chaque département, chaque région était, de fait sinon en droit, encouragé à se replier sur lui-même. Et ce temps-là n'est pas si loin que cela du nôtre, puisqu'il a commencé au printemps 1940 et s'est achevé, pour les dernières terres de métropole encore occupées par l'armée allemande, au printemps 1945.

Les dossiers qui constituent cet ouvrage, publiés ces dernières années dans les pages de *L'Express*, sont fondés sur les travaux de quelques-uns des meilleurs spécialistes de l'histoire locale, dans la continuité des enquêtes jadis fameuses des « correspondants » du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, devenu Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Ils vous permettront de pénétrer plus avant dans cette sorte d'intimité collective, tout au long d'un temps où chaque région de France s'est retrouvée, physiquement et symboliquement, « à l'heure allemande ».

Paris y figure, pas Vichy. Même si, on le verra, c'est une illusion – au reste d'une signification idéologique très précise – qui nous fait croire faussement que l'ancienne capitale a été totalement découronnée, le siège de l'« Etat français » est bel et bien resté installé quatre années durant dans cette ville d'eaux, sise au cœur de la France de Vercingétorix et de Pierre Laval, prodigue en hôtels de toutes catégories, transformables en ministères. Certes on découvre, chemin faisant, que, jusqu'à la fin de la première année, l'Etat en question avait sérieusement envisagé de remonter s'installer à Versailles, et on peut y voir un terrible

double aveu : de sa dépendance à l'égard de l'Allemagne, qui occupe, entre autres, Versailles, et de sa méfiance à l'égard de Paris, ville de toutes les révolutions. Néanmoins, le fait est que le siège du pouvoir « central » est resté replié dans le Massif du même nom, et la signification ainsi donnée à toutes ces monographies locales est bien celle d'un éparpillement des conditions, transformé, avec le temps, en chacun-pour-soi.

Une France éclatée

Cette situation d'éclatement national est aggravée par la soumission des Français à une demi-douzaine de statuts politiques différents, découlant des rapports de forces entre les trois camps en présence : les deux puissances de l'Axe – l'Italie fasciste disparaissant de la scène à l'été 1943 –, les Alliés, qui libèrent petit à petit le territoire national – le premier ralliement à la France libre date de juillet 1940 –, et Vichy, acteur passif de son propre démembrement. Ce régime bâti sur la défaite du régime antérieur va en effet se mettre à son tour à aligner les défaites qui réduisent son autonomie comme peau de chagrin. A cet égard l'effondrement décisif se situe en novembre 1942 quand, dans la rade de Toulon, ce qui reste de la flotte française préfère se saborder plutôt que de tomber entre les mains des Allemands : elle le fait aussi, notons-le – et c'est là toute l'équivoque de Vichy –, plutôt que de tenter de rejoindre le combat des Alliés en ralliant les eaux territoriales qu'ils contrôlent.

Suivant que l'on se fonde sur les clauses de l'armistice du 22 juin 1940 ou sur la manière dont les Allemands, maîtres du jeu, les interprètent, évidemment à leur profit, tout au long des quatre années qui suivront, on verra donc apparaître une demi-douzaine de situations concrètes, plus ou moins propices au développement de comportements de collaboration, d'accommodement ou de résistance.

Les trois départements de l'Alsace-Moselle, rattachés au II^e Reich en 1871, sont, de fait, annexés par le III^e et ce, dès les premiers jours de l'occupation, en totale violation de l'armistice. Le radicalisme nazi se traduit cependant par un traitement beaucoup plus rude de ces populations supposées, en vertu du postulat raciste du régime – et une fois épurées de leurs juifs,

bien entendu – de souche germanique. D’une part, elles sont purement et simplement rattachées aux circonscriptions allemandes (Bade pour l’Alsace, Sarre-Palatinat pour la Lorraine), sans le semblant d’autonomie de la « Terre d’empire » de 1871 ; de l’autre, l’intégration se fait à marche forcée, avec installation de fonctionnaires « de l’intérieur », germanisation immédiate de la vie publique – les Meunier deviennent Muller, les Yvonne, Ysolde, la rue du Sauvage, Adolf-Hitlerstrasse... –, enfin, à partir de 1942, enrôlement des jeunes hommes dans la machine de guerre allemande, avec les conséquences sanglantes et traumatiques que l’on devine pour ces *Malgré-nous*.

Moins connu aujourd’hui mais concernant pourtant trois millions de Français, le destin du Nord et du Pas-de-Calais est, lui aussi, dans la continuité de ce que ces territoires ont connu pendant la Première Guerre mondiale. Il n’annonce, là non plus, rien de bon au regard de populations nullement disposées – hormis une microscopique poignée de nationalistes flamands, réunis autour de l’abbé Gantois – à rompre tout lien avec la France. Ce que l’on apprend pourtant dans le chapitre consacré à cette région – par ailleurs d’une grande importance économique – confirme que le projet nazi ultime est bien de la détacher définitivement de l’orgueilleuse nation française et de l’intégrer à un ensemble nord-occidental aux contours encore flous mais à l’évidence dominé par la Flandre, assimilée à une « cousine germane » de la Grande Allemagne. Comme souvent, la politique culturelle sème un indice, au travers de la métamorphose imposée à l’Opéra de Lille, transformé en Deutsches Theater modèle, destin analogue à celui de deux autres théâtres, situés à Oslo et à La Haye : l’anticipation sur une germanisation du territoire est patente. Ajoutons à cet indice culturel, signalé dans les pages qui suivent, un autre, de nature strictement économique, lui aussi peu connu, qui en dit long sur le projet allemand en cas de victoire définitive du Reich : l’expropriation (pour commencer...) des deux cinquièmes des terres cultivées du département des Ardennes, confiés à l’organisme de colonisation allemand qui exerce déjà ses talents sur la Pologne des « sous-hommes » slaves. En cas de victoire allemande, il est clair que le territoire français aurait été, de Lille à Colmar, violemment raboté au profit de la race des seigneurs.

Sur une autre périphérie, le raboutage allait être différent, mais avec les mêmes résultats destructurants. Dès 1941, la mise en sécurité militaire des côtes conduira en effet l'occupant à établir une « zone interdite » côtière d'une quinzaine de kilomètres de profondeur, de la frontière belge à la frontière espagnole. Une ville comme Cherbourg, port stratégique dans la perspective d'une invasion de la Grande-Bretagne puis dans celle d'un débarquement allié, est vidée des cinq sixièmes de sa population et interdite d'accès sans laissez-passer. La Méditerranée est à son tour touchée à partir de 1942. Cannes elle-même se métamorphose en forteresse, avec blockhaus et plages minées.

Les mêmes considérations avaient conduit les Allemands à définir la zone occupée non comme une « zone nord » – expression qui, pour être courante, n'en est donc pas moins inexacte –, mais comme celle qui englobe, avec les territoires conquis *manu militari* en 1940 – à quelques détails près comme la ville de Lyon, occupée éphémèrement en 1940 puis évacuée, ce qui consolide provisoirement le pétainisme de la deuxième ville de France – la totalité de la côte ouest. Cela signifie, pour ne prendre que cet exemple, politiquement important, que la ville de Bordeaux est d'emblée située en zone nord, au plus près des vainqueurs, dont ses élites ne sont pas les plus farouches adversaires.

Le reste du territoire, la zone dite « sud » ou – plus improprement encore – « libre », est celui où s'exerce le plus profondément l'autorité de Vichy, beaucoup plus limitée en zone occupée. Toutes les enquêtes que vous allez lire le montrent : c'est aussi là que l'audience du nouveau régime est la plus forte, la ferveur pour le Maréchal la plus élevée. Les explications ne manquent pas : l'illusion d'autonomie y est plus grande, la propagande vichyste plus à son aise, la société dans l'ensemble plus rurale et plus traditionaliste. Mais, sur le temps, ce sera aussi la région à l'identité la plus instable, réduite à bien peu de chose à partir de son invasion, en novembre 1942.

Ce n'est pas tout. Ces quatre années si atypiques sont aussi celles où l'outre-mer aura joué le plus grand rôle dans l'histoire de la nation – au point que la France libre installera à Alger ses services à partir de 1943. A l'exception, notable, de deux terres de l'océan Pacifique précocement libérées du fait de leur appartenance à la zone d'influence britannique (pour les Nouvelles-

© Première édition : Express Roularta, 2012 : *Villes sous l'Occupation*.

© 2014, Omnibus

Illustration de couverture : Jean et Max Robin
devant les ruines de Saint-Lô. © Bridgeman Giraudon

ISBN : 978-2-258-11399-2 ISSN : 2271-9733 N° éditeur : 836

Dépôt légal : octobre 2014

Omnibus

un département **place des éditeurs**

place
des
éditeurs

omnibus

Livres d'hier, lectures d'aujourd'hui

**Vous avez aimé ce livre ?
Venez en parler sur la page Facebook
ou sur le fil Twitter
des éditions Omnibus**

**Retrouvez notre catalogue sur
www.omnibus.tm.fr
et abonnez-vous à la newsletter
dans la rubrique Lettre d'information**

*Littérature française et étrangère,
Polar, S-F, Mer et Aventure,
Dossiers historiques, Anthologies thématiques,
Dictionnaires et Albums de poésies*